

PROVENCE

Braquage à l'explosif

■ Le local d'un distributeur d'une agence bancaire de Saint-Martin-du-Var (Alpes-Maritimes) a été dévalisé à l'explosif mercredi à l'aube. Les cambrioleurs ont introduit un gaz liquéfié dans le local du distributeur qui, après une réaction chimique, en a fait sauter la porte vers l'extérieur. « C'est sans doute

la première fois que ce procédé est utilisé dans les Alpes-Maritimes mais il est en plein développement sur tout le pourtour méditerranéen », notamment dans les Bouches-du-Rhône, a indiqué un responsable de la PJ niçoise. Un braquage similaire a eu lieu dans l'Hérault il y a quelques semaines



EDF Appel à la grève le 4 avril

■ S'alarmant de la remise en cause du service public, de la dégradation de leurs conditions de travail, et de la situation des emplois en général, les syndicats CGT, UFICT CGT Mines Energies région Méditerranée ont décidé d'une action inter-régionale. Un arrêt de travail de 24 heures est prévu avec un rassemblement à

Marseille. « Nous allons demander une entrevue avec la préfecture de Région, et avec des directeurs du secteur mines énergies pour exposer nos revendications », disent Jean-Luc Arnaud, secrétaire général du syndicat ouvriers employés de la CGT, et Thierry Raillon, secrétaire de l'UFICT-CGT.

NATUREX

Année de forte croissance

■ L'entreprise a traité, l'an dernier, 10 000 tonnes de matière végétale et multiplié son activité par 6,5 depuis 2000. Créé en 1992, le laboratoire fabrique et commercialise des extraits naturels pour les industries agro-alimentaire, aromatique, nutraceutique et cosmétique. Basée à Avignon, Naturex est une société internationale dont plus de 90 % des ventes sont réalisées dans 30 pays. En 2005, il a réalisé un chiffre d'affaires de 50 millions d'euros, après l'acquisition de la société américaine Pure World, soit une progression de plus de 44 %. Pour 2006, Naturex envisage une croissance entre 10 et 15 %.

PROTESTATION des producteurs de fruits et légumes "sous serre"

Des agriculteurs bloquent la raffinerie



Les manifestants ont monté une serre devant la raffinerie. Photo Patrick ROUX

LA MÉDE

Les agriculteurs provençaux ont ressorti les banderoles hier soir. Ils n'étaient qu'une cinquantaine, venus des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse, à participer au mouvement, initié par les serristes (producteurs de fruits et légumes principalement). L'appel avait été lancé par la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles et le mouvement Jeunes agriculteurs.

Des professionnels en plein désarroi

Dès 17 heures, ils ont installé un barrage filtrant, à la raffinerie Total à La Méde, sur les bords de l'étang de Berre, ne laissant passer aucun camion transportant des produits pétroliers. L'action visait à pointer le désarroi des professionnels de ce secteur. « Nous sommes étranglés par les augmentations du prix du fioul lourd et du gaz naturel » rappelait Roland Racine, un producteur de Pertuis. « Le fioul lourd qui nous sert à chauffer nos serres, a pris 75 % en deux

ans. Et ceux qui utilisent le gaz ne sont pas mieux lotis puisqu'ils ont été frappés par une hausse de 40 % depuis juillet dernier... » La réunion organisée lundi au ministère avec les grandes entreprises du secteur de l'énergie n'ayant pas permis d'avancer, et à la veille de rencontrer le ministre de l'Agriculture sur ce sujet, les serristes ont voulu lancer un avertissement. Pour Gérard Roche, Vauclusien, producteur de fraises et par ailleurs secrétaire général adjoint de la FNPL (la fédération des producteurs de légumes), les producteurs provençaux doivent chauffer leurs serres en hiver : « Si nous ne mettons pas une production précoce et de qualité sur le marché, nous allons tous mourir ! »

Convaincus qu'un blocage des raffineries et un assèchement des pompes pourrait sensibiliser les populations... et les pouvoirs publics, les agriculteurs provençaux ont passé un message. Hier soir, ils envisageaient de lever leur barrage, le temps d'attendre les résultats de la rencontre avec M. Bussereau... □

L'UPV 84 et le CPE

« Il n'existe pas de contrat idéal »

AVIGNON

Secrétaire général de l'UPV Medef 84, Claude Nahoum donne la position des patrons du Vaucluse sur le CPE.

- Depuis le début des manifestations, on n'a guère entendu les patrons s'exprimer. Pourquoi ?

« Parce que le CPE est soumis à la décision du conseil constitutionnel qui doit décider, jeudi [aujourd'hui, NDLR], de sa validité ou non.

Notre silence n'était que le signe d'une attente face à ces contraintes juridiques ».

- Au plan national, les patrons avouent être d'accord pour raccourcir le préavis à un an et pour motiver le licenciement. Qu'en pense l'UPV 84 ?

« Sur les deux ans de préavis, je dirai que la bonne durée, c'est le temps que le jeune prene sa place dans l'entreprise.

Quelque soit son niveau d'études ou de qualification, il faut arriver à trouver le bon timing entre le jeune et l'entre-

prise. S'il faut réduire à un an, pourquoi pas ? »

- Et la motivation du licenciement ?

« S'il faut justifier de la rupture du contrat, on se demande alors qu'elle est l'utilité du CPE puisque dans ce cas de figure, nous avons le CDI ou le CDD. Le CPE et le CNE sont des contrats qui sont là pour répondre à l'accroissement ponctuel de l'activité d'une entreprise. Si l'horizon est très clair sur les marchés que l'entreprise veut attaquer, alors le CDI doit rester prioritaire ».

- Alors, quel est selon vous, le contrat idéal pour les chefs d'entreprise ?

« Il n'y en a pas. Il y a des situations différentes et des entreprises différentes. Dans un département où 95 % des entreprises sont des sociétés de moins de 50 salariés, il est n'est pas souhaitable de "monter" salaires contre patrons. Le contrat idéal, c'est celui qui permet de résister le mieux à la concurrence ».

Propos recueillis par Noëlle RÉAL

AVIGNON

Voici une "libération" acquise à la force de la mobilisation. Hier en milieu de journée, l'université d'Avignon a retrouvé sa physionomie presque habituelle. Plus de barricade, plus d'invective entre les pro et les anti-blocage, plus de lutte des classes... Car l'occupation du site universitaire de Saint-Lazare ne faisait pas l'unanimité. Loin s'en faut. Alors dans la matinée, au terme d'un blocage d'une dizaine de jours, un maelström d'étudiants d'horizons divers a pris d'assaut les barricades. Droitiers de l'Uni, non-politisés, prétendus tels, bûcheurs zélés, Européens estampillés Erasmus, membres du collectif "SOS facs bloquées", tous unis par une même volonté de reprendre les cours. Et les oreilles du président de l'université, Michel Volle, ont sifflé. Gaëlle Mariani, ex de l'Uni qui se présente aujourd'hui comme apolitique : « Il a un problème avec ces grèves, il n'assure rien du tout. Il est temps qu'il se réveille ».

Mais derrière les barricades, les bloqueurs ne cédaient pas.

Le face-à-face a d'ailleurs donné lieu à quelques échanges forts en gueule. Amine El Khatmi, porte-parole de l'Unef et ardent défenseur du blocage, a par exemple hurlé à ceux qui voulaient "libérer" l'université : « Y a toute la section UMP d'Avignon qui est là ». En retour, le leader syndicaliste étudiant s'est fait traiter de « socialiste ».

Et même d'un audacieux et délicieux « hippie ».



C'est dans une ambiance surchauffée, et cisaille en mains, que les "libérateurs" de la fac ont obtenu la fin du blocage. Photo Patrick ROUX

Report des examens au 2 mai

Un intermittent du spectacle, venu dire tout le mal qu'il pense de Villepin et de son gouvernement, a quant à lui eu droit à un tonitruant « stalinien ». « Je t'interdis de m'insulter » a-t-il envoyé en retour à l'auteur de ce crime de lèse-soviet. Pierre Jourlin, enseignant et chercheur en informatique à Agroparc, a tenté de mettre tout le monde d'accord : « Le gouvernement il va tomber, on est dans une lutte ». Il n'était plus question du CPE.

Mais alors que dans une ambiance surchauffée de des

libérateurs brandissait une cisaille pour couper les chaînes qui entravaient le portail de la rue Pasteur, quelqu'un qui ressemblait à un enseignant est venu tenter une ouverture sur le thème de la démocratie triomphante. Pendant que le conseil d'administration de la fac discutait d'un report des examens que beaucoup redoutaient. Surtout les étudiants étrangers qui ont déjà leur billet retour en poche. Voici comment une délégation de cinq "anti" a été admise avec beaucoup de soulagement à pénétrer dans

l'université. Et d'un échange en privé avec les "pro", la lumière est revenue.

C'est ainsi que la journée d'aujourd'hui sera "blanche", c'est-à-dire qu'il ne se passera officiellement rien, et que celle de demain sera placée sous le signe du dialogue et peut-être du rabi-bochage.

Quant aux examens terminaux, les partiels, ils ont été reportés au 2 mai sur décision du président de l'université. Hier dans la soirée, les collectifs "Etudiants otages" et "SOS facs bloquées" se sont félicités de la « libération de

l'université ».

Patrice PALAU

UNE MOTION

Hier à 11 h 30, une délégation d'étudiants s'opposant au blocage et s'inquiétant des troubles potentiels à l'ordre public a remis une motion en ce sens à un collaborateur du préfet. Dans un communiqué, la préfecture a rappelé qu'elle reste très attentive à l'évolution de la situation et qu'elle demeure en relation constante avec le président de l'université auquel le texte de la motion a immédiatement été transmis.

Les lycées débloqués par les forces de l'ordre ?



Les élèves du lycée Mistral ont voté hier le blocage de leur établissement. Photo TOURNADE

jour d'hui ne pourront pénétrer dans l'établissement que les administratifs, « ni les profs ni les élèves ». C'est la décision qui serait sortie hier des urnes, dans le cadre d'un vote à bulletin secret. A Aubanel, une assemblée générale devrait décider aujourd'hui de la suite du mouvement.

Selon l'UNL, à l'Isle-sur-la-Sorgue, Saint-Benoît a également décidé la poursuite du

blocage. A Carpentras, Victor Hugo et Fabre ont suspendu l'occupation et Louis Giraud devrait la débiter aujourd'hui. Hier soir, dans un certain nombre d'autres lycées du département les discussions étaient toujours en cours sur la suite à donner à la mobilisation anti-CPE. Fort de la consigne ministérielle, que va donc décider le recteur de l'académie ? P.P.

A l'UMP, la crise dans la crise

Sur les bancs de l'Assemblée, élus sarkozystes et villepinistes ne cachent plus leur désaccord sur la gestion de la crise du CPE. Entre les élus UMP du Vaucluse et du Gard, pas de vraies tensions mais chacun compte ses troupes. Avec Thierry Mariani (Valréas), supporter historique du ministre de l'Intérieur, il n'y a pas d'ambiguïté : « En fin de mandat, on ne fait pas passer des textes en force, surtout quand il s'agit d'une mesure qui n'est pas l'alpha et l'oméga de la politique [...] Moi ce qui m'inquiète ce sont les dissensions entre une partie de la majorité et les Français. J'en ai assez de gagner une élection sur deux ! »

Même position pour Jean-Marc Roubaud (Villeneuve-lès-Avignon), autre sarkozyste revendiqué : « Il faut revenir à des négociations, suspendre le CPE sans pour autant le retirer. Car, l'image de la France en prend un coup ».

Aux antipodes, Alain Duffaut (Avignon), qui plébiscite une « bonne réforme qui ne mérite pas tout ce tintamarre » et condamne la position du président de l'UMP : « L'heure est à la solidarité avec le gouvernement et le Parlement ». Alors, Alain Duffaut villepiniste ? Pas vraiment, non plus. « Nicolas Sarkozy est le meilleur candidat de droite pour la présidentielle ».

Pas plus claire, l'analyse de Maurice Giro (Cavaillon), défenseur du maintien du CPE, qui trouve que la « position de mixte de Nicolas Sarkozy est un peu la même que celle du premier Ministre [...] Je les ai vus aujourd'hui à l'Assemblée. Ils étaient assis à côté, et ils s'entendent très bien ». Personne n'en doutait...

Et les autres ? Jean-Michel Ferrand n'était pas joignable. Alain Cortade « réfléchit » toujours sur le sujet. Marie-Josée Roig, chiraquienne historique, était absente hier, mais certains ont remarqué la grande prévenance du maire d'Avignon avec le très sarkozyste Christian Estrosi, lors de sa venue dans le nord du département.

E.I.